ALI BENFLIS :

«Le gouvernement, véritable comité de soutien au Président sortant»

Le candidat Ali Benflis a dénoncé, hier, lors d'une rencontre avec de jeunes sympathisants, le parti-pris du gouvernement et de l'administration dans la préparation de l'élection présidentielle du 17 avril. Benflis s'est engagé à instituer un service national d'une durée d'une année et de revoir les modalités d'octroi des bourses étudiantes.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Première sortie publique de Ali Benflis après la validation de son dossier de candidature par le Conseil constitutionnel. Le candidat a une nouvelle fois choisi un auditoire jeune, réuni à la salle Cosmos de Ryadh-El-Feth.

Benflis débute son discours en faisant part de son exaspération de l'implication de l'Exécutif dans la préparation de l'élection du 17 avril.

«Comme vous le savez, la situation que traverse le pays est délicate, elle est marquée par des incertitudes et des dépassements relevés à tous les niveaux de l'administration dans les conditions de déroulement du prochain scrutin présidentiel.

La préparation de ces élections a non seulement éloigné l'administration de la neutralité à laquelle elle est astreinte mais elle a également mis le gouvernement dans une position de partie prenante, voire de véritable comité de soutien au Président sortant.

Cette démarche de rejet catégorique de l'alternance au pouvoir et du changement est, en fait, un véritable coup de force contre la Constitution, un défi à la légalité et un mépris pour le bon sens du peuple algérien dont vous représentez la majorité.» Une allusion claire aux changements opérés au sein du gouvernement par le clan présidentiel pour assurer à Bouteflika un nouveau mandat. Pour Benflis, le régime actuel a gelé le processus d'alternance au pouvoir pour protéger les intérêts d'une minorité. «Je vous prends à témoin de l'obstination d'un pouvoir politique à bout de souffle et à court d'idées, qui cherche à protéger des intérêts financiers et politiques d'une minorité qui craint de perdre ses privilèges et son immunité, ce qui explique son arrogance.»

Photo : Samir Sid

Consensus autour de Ali Benflis.

Il s'engage à mener un combat «qui ne s'achèvera que par l'instauration d'un Etat de droit, seul en mesure de garantir les libertés et la prospérité partagée».

S'adressant aux jeunes, le candidat a annoncé son intention de réduire, s'il était élu, la durée du service militaire à une année. «Le processus de professionnalisation engagé par l'Armée nationale populaire, nous permet aujourd'hui d'envisager la réduction du service national à une année avec le recours à la forme civile chaque fois que cela est possible.»

Par ailleurs, Ali Benflis souhaite également réformer le système d'octroi des bourses en prenant en compte «la situation sociale» de chaque étudiant, et créer une «bourse d'excellence» qui sera remise aux étudiants les plus méritants.

T. H.

5e CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CISA

Les syndicats arabes disent non au «printemps de la misère sociale»

Les syndicats arabes affiliés à la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA) ont réitéré leur opposition à ce qu'ils «qualifient de révoltes qui portent atteinte aux travailleurs et à leurs outils de production». «Nous disons non au printemps de la misère sociale», ont martelé dans les coulisses les syndicalistes de Syrie, du Soudan et de l'Égypte.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est l'idée générale qui ressort de la 5e rencontre du Conseil général des syndicats arabes affiliés à la CISA. Les organisations syndicales du monde arabe qui ont participé à cette rencontre, à l'exception de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) et des représentants du Qatar, étaient unanimes à «condamner», avant même l'adoption de la résolution finale, «toutes les atteintes perpétrées à l'encontre des travailleurs arabes et de leurs outils de production».

Une opportunité pour le secrétaire général de la CISA de citer en exemple le cas de la Syrie où «les forces rétrogrades et obscurantistes conjuguées aux efforts et manœuvres de l'impérialisme tentent depuis trois années de nuire à la Syrie et à ses travailleurs».

Il est à noter que le 5e Conseil général de la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA), qui regroupe 20 Centrales syndicales arabes affiliées à la CISA, s'attellera à formuler les préoccupations, notamment sur les questions économiques, sociales et syndicales, à soulever lors du congrès de l'Organisation arabe du travail (OAT).

Il était également question pour la CISA de plancher sur son plan d'action et son budget approximatif pour l'année 2014 ainsi que sur l'étude du mémorandum élaboré par le Secrétariat général de la Confédération qui sera soumis au 34e Congrès arabe du travail. Lors de son intervention, le SG de la CISA a indiqué que «le travail syndical arabe est partie intégrante du travail arabe en général, dont il faut hisser le niveau afin de réaliser les aspirations des travailleurs du monde arabe» tout en soulignant que «les gouvernements arabes valorisent ce travail afin de réduire les souffrances des peuples arabes du chômage, de l'ignorance et de la marginalisation».

Pour l'orateur, «les autorités officielles nationales accordent au mouvement syndical à travers sa consolidation», et ce, afin «de garantir les droits légitimes des travailleurs et les transmettre aux pouvoirs publics».

A. B.

ORAN

16 partis politiques annoncent leur soutien à Ali Benflis

C'est sous la houlette du Mouvement des citoyens libres (MCL) que se sont réunis hier à Oran, près de 16 partis politiques, pour annoncer leur soutien au candidat à la présidentielle de 2014, M. Ali Benflis. La rencontre a débuté par deux slogans qui revenaient en boucle «Non au 4e mandat» et «Benflis président».

Prenant la parole, le coordinateur de la région ouest du MCL, M. Benarba Mahfoud, a tenu à exprimer sa colère face aux propos insultants qu'a tenus Amara Benyounès ; «honte à lui, il a dit que soient maudits ceux qui sont contre nous, et nous, nous lui disons toute l'Algérie est contre vous ! Quant à Ould Abbas qui a traité ceux qui sont contre le 4e mandat de dictateurs, nous lui disons c'est vous les dictateurs et nous les démocrates».

Prenant la parole, un membre du comité de soutien d'Ali Benflis à Oran, s'est dit navré de constater que tout le gouvernement s'est transformé en comité de soutien pour le 4e mandat. «Bouteflika est malade, il restera l'un des symboles de ce pays, qu'il s'écarte et finisse ses jours au repos. Il faut un vote de conscience, et je vous assure, on peut surprendre le jour du scrutin».

L'intervenante conclut sa prise de parole en exhortant tous les partis politiques qui soutiennent Benflis, à s'adresser à l'ancien président de la République M. Liamine Zeroual, afin qu'il se prononce sur la question des enjeux de ces élections présidentielles.

Les chefs de partis, qui étaient présents et qui ont apporté leurs voix au candidat Ali Benflis, se sont tous accordés à dire que l'heure est à la prise de conscience du peuple qui doit peser dans ces élections et choisir le candidat qui convient et que ce candidat soit en bonne santé. Car, disent-ils, «celui qu'ils veulent élire est malade et ce n'est sûrement pas lui qui gère le pays mais ce sont ceux qui sont derrière lui, d'où d'ailleurs les deux dernières nominations : Ouyahia-Belkhadem».

La fraude ne semble pas constituer un frein pour ces partis, qui se disent prêts à défendre leur candidat et ses voix jusqu'au bout et avec de grandes précautions.

Amel Bentolba

DJAHID YOUNSI À PARTIR DE BOUMERDÈS :

«Ils veulent réintroduire le stalinisme»

Mohamed Djahid Younsi, président du mouvement El Islah, a animé, hier, dans la ville de Boumerdès un meeting de soutien à Ali Benflis, candidat aux élections présidentielles du 17 avril prochain.

Deux membres du staff national du candidat accompagnaient le chef d'El Islah. Avant d'entrer dans le vif du sujet, les élections et le pourquoi de son choix à Ali Benflis, l'orateur attirera l'attention de son auditoire sur le manque de légitimité dont souffre le pouvoir en place en Algérie. Pour lui après l'évacuation, en 1988, du système du parti unique, une diversité de façade, sans véritable démocratie a été instituée.

«En réalité le système algérien n'a jamais changé. Il est resté le même que celui d'avant, parce que les décideurs de ce pays ne croient pas à la démocratie. Le peuple tentant, par le biais de ses partis politiques et d'autres organisations qu'il a créées, de recouvrer sa souveraineté. Sans succès jusqu'à présent», dira-t-il dans son constat. Passant aux raisons qui l'ont poussé à rallier la candidature de Benflis, il dira en substance : «A El Islah nous militons pour la construction d'un Etat basé sur l'héritage de nos chouhada, un Etat social et qui fonctionne dans le cadre des valeurs de l'Islam.

Photo : Newpress

Djahid Younsi dénonce le manque de légitimité du pouvoir.

C'est notre feuille de route et c'est le premier point de notre alliance avec Ali Benflis.» Et d'ajouter : «Nous n'avons rien ramené de nouveau. Que ce qui réconcilie l'Algérie avec elle-même, avec son identité, son islamité, son arabité et son amazighité». Selon lui, le second point négocié avec le candidat Benflis se rapporte aux libertés, à la justice, à la démocratie et aux droits de l'Homme. D'après lui, la démocratie et les libertés sont un peu plus bafouées ces derniers jours à travers la répression déployée contre les citoyens et les médias. Il déplore en outre que «nous constatons que l'avis contraire est réprimé, l'argent public, les médias publics et les postes de responsabilité administratifs sont utilisés abusivement au profit du candidat du système. Tout le monde a vu comment une nouvelle télévision a été fermée de manière policière et violente», dira-t-il avant de s'exclamer : «Ils veulent réintroduire le stalinisme dans notre pays». Pour l'orateur, le candidat Benflis est porteur d'un projet qui prône le changement et c'est ce que veut le peuple. Il estime que la reconduction de Bouteflika pour un quatrième mandat est un danger pour l'Algérie. S'agissant des partis politiques qui appellent au boycott, il affirme qu'il ne sera jamais leur opposant car il vise, comme eux, le même objectif. «Nous divergeons avec eux sur la méthode. Nous sommes tous ensemble dans la même impasse, mais notre absence devant les urnes laisse libre cours à la partie adverse». «Au sujet de la fraude nous sommes conscients qu'elle a commencé. Mais si le peuple participe massivement, elle sera empêchée. Le peuple ne se mobilisera que s'il constate un accord minimal entre les partis de l'opposition».

Abachi L.